

LE TEMPS

Genève internationale Lundi 27 janvier 2014

L'appel aux rebelles

Par Simon Petite

Dans la jungle colombienne ou dans les montagnes du Kurdistan, Elisabeth Decrey Warner négocie avec les rebelles pour les convaincre d'adhérer aux normes humanitaires. Les traités ont été pensés pour les Etats, mais les guerres sont le plus souvent menées par des groupes armés. L'Appel de Genève est né de ce constat

Le Temps: De moins en moins d'Etats recourent aux mines antipersonnel, mais les guérillas restent friandes de ces armes.

Un constat d'échec?

Elisabeth Decrey Warner: Les mines sont l'arme du pauvre. Elles sont faciles à fabriquer et ne coûtent presque rien. Les rebelles avec qui nous négocions nous disent souvent qu'ils n'ont que des mines et des kalachnikovs. Je ne les excuse pas: l'utilisation des mines est injustifiable. Malgré cela, il ne reste que neuf pays où des groupes rebelles utilisent des mines. Parmi eux: la Colombie, le Yémen, l'Afghanistan ou, depuis plus récemment, la Syrie. Quand l'Appel de Genève a commencé son travail, il y avait deux fois plus de pays touchés.

- Comment est né l'Appel de Genève?

- Je faisais partie de la délégation suisse à Ottawa [là où a été signée la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel en 1997]. En discutant avec des délégués colombiens ou philippins, j'ai réalisé que ce traité ne changerait rien pour eux. Car c'étaient les groupes rebelles et non pas le gouvernement qui posaient des mines. Ils m'ont demandé si la Suisse ne pouvait pas combler cette lacune. Mais, pour le Conseil fédéral, traiter avec des rebelles, c'était l'incident diplomatique assuré. Quant au Comité international de la Croix-Rouge, il n'était pas prêt à s'engager dans une démarche publique qui aurait été en contradiction avec sa politique de confidentialité. Je me suis donc lancée.

- Quel rôle joue Genève par rapport à ces groupes rebelles?

- Sur le modèle de la Convention d'Ottawa, nous avons rédigé un acte d'engagement pour les groupes rebelles. Ils viennent le signer à Genève en présence d'un représentant du Conseil d'Etat. La cérémonie a lieu dans la salle de l'Alabama, là où a été signée la première Convention de Genève. Cela rend leur engagement plus solennel. A ce jour, 43 groupes armés ont franchi le pas. Certains ont été défaits militairement ou, au contraire, sont aujourd'hui au pouvoir. C'est le cas des rebelles sud-soudanais qui ont obtenu leur indépendance. Ce n'est pas un hasard si le premier traité signé par le Soudan du Sud a été la Convention d'Ottawa.

- Les groupes armés respectent-ils leurs engagements?

- Oui, et nous en sommes nous-mêmes surpris. Dans notre histoire, nous n'avons eu qu'un cas de violation aux Philippines. Nous avons laissé le bénéfice du doute au mouvement concerné, car

d'autres groupes armés étaient actifs dans la région, mais nous avons renforcé les formations auprès de ce mouvement. Si les violations étaient systématiques, nous les dénoncerions publiquement.

- Comment expliquez-vous ce respect?

- Il y a un gros travail en amont des signatures. Notre but n'est pas de les collectionner mais de faire en sorte que la situation des populations s'améliore réellement. Les chefs qui signent l'acte d'engagement le font parce qu'ils sont convaincus du fondement humanitaire de leur décision. La signature permet ensuite de démarrer des programmes de déminage ou d'assistance aux victimes. Nous faisons ainsi le lien avec d'autres organisations qui peuvent faire ce travail. L'une de nos plus grandes fiertés est que le Front Polisario, au Sahara occidental, ait détruit ses stocks de milliers de mines. Nous l'avons vérifié nous-mêmes. Des combattants ont aussi été formés au déminage et un atelier de prothèses a été ouvert.

- Travaillez-vous en Syrie?

- La Syrie est un exemple tragique des conflits d'aujourd'hui avec une multitude de groupes armés. Faire signer un acte d'engagement à un commandant qui ne contrôle que quelques rues d'Alep n'aurait pas de sens. Mais, il y a deux ans, nous avons été approchés par l'opposition pour faire de la formation aux normes humanitaires. Ces formations sont organisées à l'extérieur de la Syrie, dans des lieux maintenus discrets. Nous avons rencontré des commandants de l'Armée syrienne libre mais aussi de certains groupes islamistes. La dernière session a eu lieu en décembre. Mais avec la fragmentation de l'opposition et la montée en puissance des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda, la tâche devient de plus en plus difficile. Enfin, nous travaillons avec les groupes kurdes de Syrie.

Nous utilisons aussi les réseaux sociaux, car les Syriens restent très connectés malgré les destructions. Nous avons produit des vidéos avec un message très simple: «Vous avez le droit d'être des combattants mais pas des assassins.» Sur un champ de bataille, il y a des règles. La Coalition nationale syrienne et le Croissant-Rouge syrien les ont reprises sur leurs pages et elles ont été vues des centaines de milliers de fois.

- Pourquoi avez-vous concentré votre travail sur les mines?

- Nous sommes nés de ce mouvement. Nos statuts prévoyaient dès le début d'autres thématiques, mais nous voulions d'abord démontrer qu'il était possible d'obtenir des résultats sur un premier front. Dans le milieu, nous étions surnommés «l'OVNI de l'humanitaire». Mais aujourd'hui, les guerres ne se font plus entre Etats. Quoi qu'on en pense, les groupes armés sont incontournables pour améliorer le sort des populations. Nous avons maintenant un acte d'engagement bannissant les enfants soldats, signé par neuf groupes armés, et un autre interdisant les violences sexuelles et les discriminations, auquel sept groupes ont adhéré.

- Pourriez-vous être basés ailleurs qu'en Suisse et à Genève?

- Même au milieu de nulle part, la simple évocation de Genève ouvre des portes. Les Genevois ne se rendent pas bien compte de cette résonance, synonyme de paix, d'engagement humanitaire ou de médiation. Le fait que la Suisse soit neutre et ne participe à aucune opération militaire conjointe, comme celles de l'OTAN, nous aide aussi beaucoup. Berne n'a aucune liste d'organisations terroristes. Aux Etats-Unis, de nombreux groupes avec qui nous traitons figurent sur ces listes. Il y a d'ailleurs une tendance inquiétante à la criminalisation des organisations qui ont des contacts avec ces groupes.

- Certains Etats doivent suivre de près votre travail. Prenez-vous des précautions particulières?

- Nous avons des mesures standards de protection informatique. Nous n'allons pas investir de l'argent pour essayer de nous protéger davantage, car nous aurons toujours une «guerre» de retard. Certains échanges sensibles se font oralement plutôt que par e-mails. Nous travaillons en toute transparence: nous avertissons les gouvernements concernés quand nous engageons des discussions avec un groupe armé. Bien sûr, sans leur dire ni le lieu, ni l'heure du rendez-vous! On attend parfois quelques jours dans un hôtel avant que quelqu'un passe nous prendre et il faut laisser nos portables. Malgré tout, on ne veut pas tomber dans la paranoïa.

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA